

**A QUI L'EUROPE SE SOUMET-ELLE :
AUX EUROPÉENS ? À L'ÉCONOMIE MONDIALISÉE ? À DIEU ? ¹**

Paul Löwenthal

« Panem et circences »
« V æ victis »
Traditions européennes...

¹ Publié dans les *Pièces à conviction* du CIL, n° 1, 2006.

Nous nous posons des questions sur l'Europe. Nous nous en posons sur l'Europe en tant que société, que nous voyons se départir de ses traditions sans qu'on voie bien que ce soit un progrès. Même si c'en est assurément un à certains égards : la paix des armes, notamment. Nous nous posons aussi des questions sur l'Europe dominée par une sécularisation qui ne nous fait acquérir certaines vertus qu'en en sacrifiant d'autres.

L'Europe en construction, et pour l'instant surtout en extension, inquiète. Elle inquiète parce qu'on la voit courir à la fois vers l'argent (elle ne juge plus que par là) et vers le pouvoir : son extension à l'est et sa volonté de puissance politique. Elle inquiète aussi parce qu'en sacrifiant à Mammon elle se soumet aux grands prêtres de Mammon, au plus grand dam des pauvres du monde, ou de leur milieu de vie.

1. L'EUROPE FACE À NOUS

Une Europe économique

L'unification européenne a commencé comme une œuvre de paix. C'est pour en finir avec les guerres franco-allemandes que des dirigeants politiques, principalement français et allemands, ont résolu de collaborer dans l'ordre économique, en dépit des états d'âme négatifs de leurs populations traumatisées par la guerre. Centrée sur le charbon et l'acier, stratégiques à l'époque, l'intégration européenne (la CEEA dès 1952) était avant tout politique, ou du moins relevait-elle d'un projet et d'une vision politiques.

Très vite, la paix étant désormais assurée entre nous, l'économie a pris le dessus et dès 1957 (Traité de Rome) on a parlé de la Communauté économique européenne. Et l'extension de six à quinze membres n'a pu qu'accentuer ce profil, dès lors que se multipliaient des partenaires qui (pensons à la Grande-Bretagne) menaient des stratégies géopolitiques différentes.

Ce n'est qu'après 1989 et la chute du communisme, que le politique retrouve son importance. L'affaiblissement de la Russie permet d'arrimer ses anciens satellites à l'Europe occidentale : une bonne stratégie à long terme, puisque la Russie, aujourd'hui affaiblie, ne le restera pas toujours. Mais le conflit de l'ex-Yougoslavie impose à l'évidence que « l'Europe est un géant économique mais un nain politique » (Mark Eyskens), condamné à dépendre des États-Unis. En 2004, nous serons 25 pays membres, de toutes tailles, cultures et traditions : *que pèsera le politique qui nous désunit, en regard de l'économie qui – au delà et en dépit des concurrences – nous unit par ses règles du jeu ?*

Une Europe en déficit démocratique et humaniste croissant

On dénonce depuis des années un « déficit démocratique » dans l'Union européenne. En dépit de réformes qui ont étendu les pouvoirs du parlement européen, cela reste vrai, et même empire.

Cela reste vrai parce que nous continuons à vivre une Europe co-gérée, pour l'essentiel, par les gouvernements nationaux, au travers des conseils de ministres qui sont à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif de l'Union. Ce qui nous a valu d'être co-gouvernés par l'extrême-droite autrichienne ou par Berlusconi. Au nom de la démocratie...

Et cela empire, parce que de plus en plus, le financier prime sur tout le reste. À l'un des récents conseil européen des affaires sociales, en Espagne, ces affaires ont été réglées avec les ministres des finances, leurs collègues en charge des dossiers sociaux se voyant tout bonnement refuser l'accès à la négociation... Mais l'Europe ne fait en cela que suivre les tendances mondiales.

Une Europe mercantile, individualiste et cosmopolite

En soi, l'universalité du « modèle » économique qui unit (?) l'Europe n'est sûrement pas un défaut, mais cela nous oblige (victimes consentantes) à renoncer de plus en plus à ce qui faisait la

spécificité de l'expérience européenne : un souci de sécurité et de bien-être sociaux, qui venait corriger les effets, sinon les vices, de l'économie de marché. Ce furent, en vérité, des expériences nationales fort diverses et plus ou moins réussies, mais qui avaient deux traits communs essentiels : ne pas abandonner les populations à la loi de la jungle économique ; prendre en compte des aspects collectifs de la vie sociale – et on est gêné de devoir aujourd'hui commettre ce pléonasme pour être compris...

Cette histoire fut possible, dans les « trente glorieuses » 1944-74 – causes ou conséquences ? – à l'intervention de partis et de syndicats d'allure généralement socio-démocrate, même s'ils s'appelaient socialistes ou démocrates chrétiens. Depuis la crise pétrolière (1973), les rapports de force se sont inversés et nous assistons à la revanche de ceux qui étaient les conservateurs jusque là et devenaient réactionnaires. Acculant leurs interlocuteurs, progressistes jusque là, à devenir conservateurs...

Michel Albert a opposé le capitalisme « rhénan » (la concertation sociale à la belge ou la co-gestion à l'allemande) au capitalisme américain, sauvage en ce qu'il s'abandonne aux rapports de force : *va victis*. Si sa distinction est juste, on doit dire aujourd'hui que le modèle rhénan est très malade, s'affaiblit d'année en année, et est menacé par la prochaine entrée dans l'Union européenne de pays qui, par réaction à l'étatisme communiste, ont viré à l'individualisme utilitariste du capitalisme de marché. Cependant qu'à l'ouest, les « socialistes gestionnaires » devenaient des libéraux sociaux.

Une Europe sans vision politique, de moins en moins sociale

La dimension collective étant étouffée sous l'avidité d'individus soucieux avant tout de leur aisance matérielle – les armes au Népal ou le tabac à Francorchamps : petits sous et gros sous, même combat – l'Europe a peu de vision politique, et moins encore sociale. Et ce sera pis après 2004.

Les dieux de l'Europe sont la compétitivité et le profit. Comme partout ailleurs dans le monde et à sa suite.

2. L'EUROPE FACE AU MONDE

Une Europe sans états d'âme

L'économie qui prétend régir le monde sans partage, nous offre de durs faits et de molles idées.

De durs faits : Est-ce à force d'avoir professé les « lois » de l'économie et la « vérité » des prix ? Le fait est que, enthousiastes ou résignés, nos contemporains acceptent de plus en plus (sinon de mieux en mieux...) le libéralisme à l'américaine. Une vision clinique, sinon cynique, de l'économie, servie par une mystique de l'effort et du mérite personnel dans une idéologie qui, fût-ce en citant Dieu et la Bible, se réduit à un rationalisme instrumental, individualiste et utilitariste. On est si libre et responsable qu'on se retrouve coupable de ses échecs. La devise de cet hyper-libéralisme, de ce libetarisme, est : *va victis*. Toute ressemblance avec des valeurs chrétiennes serait donc pure coïncidence ! En attendant, c'est cela, et l'argent qui en est à la fois le medium, le critère et l'objectif, qui régit tout.

Une « morale » à-la-La Fontaine dira ce qu'écrivit André Maurois : « *The trouble is, this is a real world* ». Et c'est vrai au sens où le sont les morales à-la-La Fontaine : comme exigence de réalisme, dans le « juger » qui précède l'« agir ». Exclusivement ! C'est dur, dur, mais non fatal. Citation pour citation, on ne pliera pas l'échine devant l'ouragan TINA cher à Margaret Thatcher : « *There Is No Alternative* »...

De molles idées : Pour ne pas plier, il faut avoir des armes, des arguments à opposer. Et ils existent. Non que nous ayons une alternative claire à proposer – cette prétendue « troisième voie » affirmée par Rome et soi-disant réalisée par la Londres de Tony Blair... Non, les choses sont

décidément plus complexes. C'est plutôt que les arguments de l'économie libérale sont faibles : la référence à « la » science économique est un alibi percé.²

Il faut l'affirmer et le répéter : *le neo-libéralisme n'a aucun fondement scientifique*. Les arguments et raisonnements rationnels qu'il propose ne recouvrent guère que des intérêts. Ceux-ci peuvent certes être légitimes, mais cela n'en fait pas une vision de société. Et qu'ils soient éventuellement collectifs, parce que sectoriels, sociaux ou nationaux, ne suffit pas à en faire des critères de l'intérêt général. À cet égard, ils ne suffisent même pas à l'économiste...

Une Europe sans âme ?

Pendant plusieurs décennies (les « trente glorieuses »), l'Europe occidentale et surtout septentrionale s'est pourtant construite une réputation relativement flatteuse d'État de droit, démocratique et social. Jamais auparavant ni nulle part ailleurs, la dignité humaine et le bien-être social n'ont été autant promus que dans les États laïques de tradition helleno-judéo-chrétienne et humaniste.

Mais ce ne fut pas encore le paradis social. Même là où il n'était ni mesquin, ni paternaliste, il ne mettait pas les hommes et les femmes debout. Les « assistés sociaux », en particulier, ne jouissaient pas de ce droit humain oublié qu'est la responsabilité : par une tutelle excessive et une solidarité mesquine selon les uns, à gauche ; par une sécurité excessive et la « mentalité d'assistés » produite par l'« État-providence » selon les autres, à droite – qui l'ont emporté à la faveur de la crise des trente dernières années et le renversement des rapports de force qui l'a accompagnée. *Væ victis*, décidément.

Cette société désenchantée s'est mise à adorer Mammon, avec cette charité humanitaire que des casuistes catholiques avaient, voici moins d'un siècle, jugée satisfaite lorsqu'on sacrifiait un dixième de son superflu. Sauf que nous en faisons beaucoup moins.

Chez nous, en Europe, on limite les interventions sociales et on en conditionne l'attribution à des prestations : une formation professionnelle, la recherche constante d'un emploi peut-être inexistant, un travail à l'ALE – devenu plus digne, il est vrai. Cela s'appelle l'État social actif, mais ce sont les « assistés » qui doivent s'activer et se trouvent mis sous tutelle...

Vis-à-vis du Tiers Monde, qui n'est plus nous, c'est évidemment pis : 0,3% de notre produit intérieur va à la coopération au développement. En espérant qu'il s'agit bien de cela, et non de promouvoir nos exportations ou d'apporter une assistance humanitaire qui dispense de donner, notamment par l'accès à nos marchés, les conditions d'un véritable développement.

Est-ce la fin du « modèle » européen ? Sacrifierons-nous le bien-être des gens, singulièrement des faibles, à l'efficacité financière³ ? Permettrons-nous l'instrumentalisation de l'être humain au prétexte d'accroître son bien-être ? Sans doute les excès mêmes de cette politique nous assurent-ils d'une réaction à venir. Quant aux causes, elles sont forcément multiples et enchevêtrées pour produire une tendance aussi lourde. Pour notre propos, j'en épingle deux. Primo, le désenchantement du monde a mis sur le pavois la rationalité instrumentale et une conception étroite de l'efficacité. Secundo, la réduction de la liberté à de simples latitudes que n'accompagnent pas les facultés de les exercer (les « *capabilities* » d'Amartya Sen), laissent les gens démunis là où on prétend les rendre responsables. Et comme cela s'est passé anormalement vite, il s'en est suivi un désarroi souvent mis en évidence, avec la circonstance aggravante que *la « quête de sens » que l'on perçoit dans nos sociétés ne rencontre pas de réponse crédible*.

Une Europe à plusieurs âmes ?

Ce n'est pas que l'Europe ait perdu son âme. Elle ne la trouve plus. Nos contemporains ne peuvent plus se reposer sur les « raisons » traditionnelles (*in medio virtus*, etc.) et, lorsqu'ils sont croyants, ne trouvent plus en leurs pasteurs des maîtres à penser pouvant diriger leur conscience.

² Cfp. Löwenthal, L'économie politique, entre rationalité et responsabilité. Exposé à l'INRA, 24-27.10.2000.

³ Plutôt qu'économique : n'en déplaît aux thuriféraires du marché, celle-ci est bien plus ouverte !

L'Europe cherche son unité à partir d'une diversité qu'elle doit et veut respecter autant que faire se peut. Cela peut-il se faire autrement que par une laïcité de juxtaposition, frileux parce que méfiant, où les diverses convictions ne sont « tolérées » dans l'espace public que si elles sont tuées ? Ou pouvons-nous édifier un pluralisme de confrontation, respectueux et en dialogue ?

3. L'EUROPE FACE À ELLE-MÊME

Une Europe plurielle, déboussolée, aux replis individualistes

A-t-on assez parlé du désarroi de nos contemporains ? N'étant pas compétent – je ne suis ni sociologue, ni moraliste, ni anthropologue, ni philosophe – je m'abstiendrai de tenter un diagnostic qui serait nécessairement partiel, donc faux, même s'il se révélait pertinent dans le détail. Mais je noterai ce fait brut, une évidence au sens premier de ce terme : nous nous débattons dans un mélange curieux de désarrois quant au sens et de valeurs humanitaires fortement affirmées ; d'aspirations professionnelles ou sportives éventuellement exigeantes et de refus d'efforts dans l'ordre intellectuel ou moral – car ici, on sera ludique ou on ne sera pas.

Les philosophes sont plus conscients que jamais de la force et de l'omniprésence du symbolique, mais les gens, désormais plus ou moins cultivés, ont perdu assez radicalement le sens du symbole. Rien n'est plus symbolique que l'argent (la monnaie) mais rien ne paraît plus concret, ni plus important. Dans notre petite Europe si densément peuplée, le social (*Gesellschaft*) est partout, mais en dehors de la famille (ou d'un club de supporters ?), il n'est plus de communauté (*Gemeinschaft*), même dans nos paroisses. Chacun pour soi, et même plus Dieu (ni surtout l'État !) pour tous !

Une Europe aux valeurs simplistes

Liberté, démocratie, laïcité, tolérance : ce sont là, nous dira-t-on, les valeurs privilégiées de nos contemporains. Demandez-leur donc de « prendre un quart de feuille » et de les définir : vous connaîtrez la tentation du désespoir...⁴

Qui est capable de faire la différence entre la liberté-latitude, qui n'est qu'absence d'empêchement, la liberté-faculté qui est capacité effective d'exploiter ses latitudes (faculté qui est promue par la « gauche » et négligée par la « droite »), et la liberté comme autonomie responsable qui, seule mais avec l'aide indispensable des deux autres, a une portée morale ?

Qui est capable de concilier les libertés avec la recherche du consensus dans une démocratie qui ne se réduise, ni aux libertés individuelles, ni à des élections libres, ni à une dictature de la majorité ?

Qui peut définir les règles d'une laïcité et d'une tolérance qui ne nous interdisent pas de nous affirmer ? De concilier la séparation entre l'Église et l'État avec la liberté de conscience ?

Ceux qui nous gouvernent nous ressemblent (tant il est vrai qu'en démocratie formelle, nous avons le gouvernement que nous méritons⁵) et ils seraient, pour la plupart, incapables de répondre à ces questions. Comment alors parler d'un sens, au delà de valeurs (apparemment) simples ?

Une Europe « humanitaire »

Ce comment existe : ce sont les urgences humanitaires. Dont il est bien clair qu'elles sont exactement cela : des urgences, et humanitaires, donc éminemment respectables. Mais ici comme en tant d'autres matières, l'urgent peut masquer l'essentiel.

⁴ Je n'exagère pas : nous avons tous entendu celle qui était le deuxième magistrat du pays montrer dans sa philippique d'adieu à la cour de cassation qu'elle ne savait tout simplement pas ce qu'est cet État de droit auquel elle avait voué sa carrière et sur lequel elle prétendait nous faire la leçon...

⁵ Je ne résiste pas à la tentation de citer ici Philippe Van Parijs : « Ce qui dit de plus odieux le plus odieux des politiciens, est moins odieux que ce que pensent la plupart de ses électeurs. »

Dans l'essor de la révolution industrielle, les épouses de patrons, dames patronnesses (patrons, toujours !), allaient faire la charité à des familles que leur mari exploitaient : des centimes pour des francs, et la bonne conscience en prime. Odieux, n'est-ce pas ? Nous le refaisons avec le Tiers Monde. Les moyens en hommes, énergie, temps et argent qui vont à l'humanitaire sont perdus – contrainte budgétaire et égoïsmes sacrés obligent – pour un véritable développement. Il est vrai que pour la pensée (?) à la mode, ce problème-ci est simple : le développement, c'est la croissance ; or, la croissance, c'est le marché ; donc, le développement, c'est le marché...

L'urgent est urgent, et cela ne devrait pas se discuter, sous peine de verser dans le maoïsme de la « génération sacrifiée ». Comme l'écrit André Comte-Sponville, nous ne pouvons « attendre pour combattre l'horreur que le bien soit possible ». Ou comme disait Keynes aux économistes néo-classiques (déjà !) dans la crise des années trente : « à long terme, nous sommes tous morts ». La morale se vit au présent.

Une Europe à « réenchanter »

Cela n'empêche pas de prévoir – aujourd'hui ! Et pas seulement pour nous assurer, ou assurer au monde, une croissance durable. Si l'objectif est bien le développement « de tous les hommes et de tout l'homme » (Paul VI), il faudra remettre de l'esprit dans toute cette matière. Ce qui suppose une foi.

Une foi en l'homme : la dignité de l'homme n'est-elle pas la valeur ultime commune, en Europe, aux croyants de diverses confessions et aux humanistes athées ? Le croyant l'affirme en conséquence de sa croyance à, et en, un être humain fait à l'image de Dieu. L'incroyant l'affirme – tout court, et il réalise par là-même ce qu'il affirme. Dans le deux cas, nous avons affaire à une affirmation symbolique, le symbole étant pris au sens plein d'un signe qui contribue à réaliser ce qu'il signifie : sacrement (signe efficace de l'amour de Dieu) pour le croyant, principe fondateur (signe efficace d'une vocation morale) pour l'incroyant. Et dans les deux cas, un acte « originel » – création/grâce ou conscience/décision – renvoie à chaque être humain.

Les uns et les autres communient dans leur foi en l'homme, et ils connaissent, en leur sein, de mêmes divisions entre individualistes et holistes, entre optimistes et pessimistes de diverses nuances, entre conservateurs et progressistes... Les motifs de conflit ne manquent pas, même entre gens de bonne volonté, mais avec un référent et un objectif ultime commun, qui devrait permettre, dans notre Europe si diverse, l'instauration d'une société vraiment laïque : assurant vraiment la vie en commun de personnes aux convictions différentes, en dialogue et confrontation, plutôt qu'en chiens de faïence, dans l'ignorance mutuelle (elle est abyssale !), donc la peur et donc l'animosité. Mais qui n'a pas peur de la liberté – la sienne et celle des autres ?